

Austérité imposée et sobriété volontaire

"On peut estimer opportune l'austérité imposée par l'implosion de la croissance dans la mesure où sa contrainte encouragera nécessairement les démarches de sobriété volontaire au niveau individuel comme collectif."

Suite à la crise financière et économique qui s'est déclenchée en 2008 dans tous les pays de l'OCDE, des politiques d'austérité draconiennes sont aujourd'hui menées de manière autoritaire et à rebours de l'opinion publique. Et alors même que cette crise est le fruit des politiques débridées de croissance économique fondée sur l'endettement, la finalité de ces politiques d'austérité vise uniquement à assainir les finances publiques et privées pour faire repartir la croissance considérée comme seule condition de stabilité de l'ordre social.

Mais, outre le fait que ce projet apparaît comme totalement utopique dans la mesure où les tours de vis financiers ne peuvent que mener à la récession, ces derniers ne peuvent aussi paradoxalement qu'alimenter un chaos social permanent.

Indépendamment de ces politiques, est apparu dans le champ social et culturel au début des années 2000, le mouvement de la décroissance favorable à la sobriété volontaire qui rompt radicalement avec l'idéologie de la croissance héritée des années d'après guerre. Contrairement à ce que l'on peut penser, cette conjonction n'est pas le fruit du hasard mais résulte d'un contexte historique particulier marqué par la fin de la croissance dans les pays anciennement industrialisés et d'une manière générale celle de l'idéologie du progrès.

Il faut rappeler les positions des uns et des autres sur la question et en particulier celle de la gauche non gouvernementale représentée par le *Front de Gauche*, les syndicats ouvriers et une partie des Verts.

Pour cette dernière, c'est le refus des politiques actuelles d'austérité pratiquées partout en Europe au nom de la justice sociale, autrement dit un prêt à penser traditionnel de la gauche. Imposer l'austérité aux catégories sociales les plus modestes alors qu'une minorité de privilégiés n'a pas arrêté de s'enrichir grâce au capitalisme débridé de ces vingt dernières années, a quelque chose de provoquant, il faut bien en convenir.

Mais cette position compréhensible repose sur un non dit qui est celui du déni de la dette. L'endettement affecte en effet aujourd'hui toutes les catégories sociales même les plus modestes, aliénées par une consommation boulimique. Malgré cette situation qui d'ailleurs a fait le miel du capitalisme jusqu'à aujourd'hui, cette gauche continue à raisonner en fonction de ses prérequis idéologiques habituels, à savoir que la justice sociale exige la relance économique par la consommation populaire. Le corollaire implicite de ce raisonnement est alors celui de la nécessité de la croissance sans considération de son impact écologique et financier depuis longtemps négatif.

Malgré son ancrage à gauche et revendiqué comme tel, le courant favorable à la décroissance au sein du mouvement écolo se réclame d'une sobriété et d'une simplicité volontaire qui n'aurait rien à voir avec l'austérité imposée. Cette position ne nie pas le fait de l'endettement généralisé lié à la logique d'une croissance reposant sur des investissements dont on attend des retours rentables.

Et sont cités à ce sujet, le cas il est vrai exemplaire des grands chantiers d'infrastructure de transport (LGV, canal Rhin/Rhône, aéroport de ND des Landes) ou projets d'aménagements pharaoniques dont l'Espagne est devenue le cas de figure classique, *boostés* par les fonds structurels européens. Ici le lien est alors fait entre l'endettement et l'impact écologique comme social dans la mesure où la logique de la croissance ne peut servir que le capitalisme. L'austérité imposée, outre son aspect antidémocratique, ne saurait être assimilée à la sobriété volontaire qui repose sur une démarche de liberté.

Pourtant, on peut se demander si cette opposition n'est pas trop idéologique dans la mesure où les deux positions ne sont pas sans relations, ni complètement contradictoires. On peut en effet estimer opportune l'austérité imposée par l'implosion de la croissance dans la mesure où sa contrainte encouragera nécessairement les démarches de sobriété volontaire au niveau individuel comme collectif.

Celles visant à la décroissance reposent au contraire sur l'idée qu'elles peuvent être partagées par le plus grand nombre alors qu'il s'agit du choix d'une minorité éclairée et convaincue. Cette idée, aussi généreuse soit-elle, ignore l'addiction de notre société à la croissance, qu'il s'agisse des citoyens ordinaires avec la consommation ou de l'oligarchie politique et économique avec le culte de l'investissement pour des grands travaux.

Il suffit de voir encore aujourd'hui malgré la crise les parkings de supermarché encore bien pleins ou les projets de création de nouvelles zones d'activité économique dans de nombreuses communes pour prendre conscience de l'énorme fossé qui existe entre les convictions des décroissants et l'opinion courante à ce sujet. La vérité est que l'on ne se libère pas de suite de cinquante années de cette addiction sans y être obligé par le contexte économique justifiant des mesures d'austérité. Cela est vrai non seulement du citoyen ordinaire mais aussi des militants écologistes !

La lutte contre les dérives de l'endettement des collectivités publiques, des entreprises et des ménages ne peut donc prendre qu'une forme contraignante, en premier lieu vis à vis des catégories sociales privilégiées. C'est certainement ici que les politiques d'austérité imposées sans distinction des catégories sociales concernées, ni de la nature des activités affectées par ces mesures se distinguent de celles axées sur la sobriété volontaire.

Ce dernier point me semble particulièrement important dans la mesure où les activités économiques contribuant à la crise écologique sont importantes et particulièrement nocives comme celles liées aux grands projets d'aménagement ou encore celles de la recherche visant à développer des OGM, des nanotechnologies ou à augmenter les capacités cérébrales humaines par les neuro-technologies, des activités qui seront certainement moins affectées que le budget quotidien du citoyen lambda !

Une telle politique d'austérité devrait s'attaquer également aux dérives financières et aux choix énergétiques tels que ceux du nucléaire ou encore au budget militaire consacré à la force de frappe. Certes, comme cela a été dit et répété, une telle politique a aussi l'inconvénient de porter atteinte aux investissements nécessaires à la résolution de la crise écologique (énergies renouvelables, isolation thermique, technologies propres, etc.) mais il faut rappeler une évidence rarement affirmée sur l'espace public, à savoir qu'aujourd'hui les moyens financiers alimentant la crise écologique sont autrement importants que ceux destinées à la résoudre.

De ce point de vue, on peut donc dire que la politique suivie est plutôt à géométrie variable en fonction du poids des intérêts concernés et des idées reçues de l'oligarchie. La question de la justice sociale dans les choix actuels destinés à apurer la dette pour faire redémarrer la machine économique est donc effectivement essentielle car ce n'est pas aux exclus de la croissance à faire à nouveau les frais de choix politiques découlant de la fin de cette dernière.

La situation que commencent seulement à vivre les citoyens des pays en crise exige alors non seulement une rupture complète avec nos habitudes héritées de ces cinquante dernières années où à tous points de vue nous avons vécu au dessus de nos moyens dans une parfaite inconscience, mais surtout celles ayant trait à nos représentations collectives léguées par l'idéologie du développement. La vérité est que cette rupture nécessaire sera forcément douloureuse en particulier par tous ceux affectés par le chômage et la baisse du niveau de vie.

D'où la montée actuelle de diverses formes de chaos social et politique se manifestant dans de nombreux pays qui peuvent être source d'affrontements. Cette situation périlleuse pourrait même déboucher un jour sur une conflagration mondiale à coups d'armes nucléaires. Toutes les sociétés qui n'arrivent pas à résoudre leurs problèmes qu'elles ont laissés s'accumuler peuvent être tentées d'avoir recours à la guerre. C'est ainsi que l'humanité pourrait être emportée par un tsunami technologique meurtrier si elle s'avère incapable de faire face à un tel enjeu.

Précisions

Source : Courriel à Reporterre

Lire aussi :

➤ [L'austérité est-elle écologique ? Oui et non](#)